

L'ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS TIRE LA SONNETTE D'ALARME

«Des maladies oubliées risquent de ressurgir»

Le président du Conseil national de l'ordre des médecins, Mohamed Bekkat, tire la sonnette d'alarme : «En raison du manque de certains vaccins, nous allons assister à la réémergence de certaines maladies oubliées.»

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La pénurie de vaccins est une réalité, selon Mohamed Bekkat qui s'exprimait hier lors d'une émission radiophonique. «Il y a un manque de vaccins, il faut essayer de trouver des solutions immédiatement en matière de prévention parce qu'on ne peut pas attendre, autrement, dans quelques années, nous risquons de voir revenir des maladies oubliées du fait de ne pas vacciner les enfants à temps» a-t-il prévenu. Selon lui, les programmes d'importation doivent étre signés à temps pour pallier ce problème. Les autres prestations de santé ne sont pas meilleures.

L'invité de la radio dresse un tableau noir de la situation.

«Beaucoup d'investissements ont été réalisés dans le secteur de la santé pour un service rendu qui n'est pas à la hauteur», souligne-t-il en rappelant que le secteur dispose d'une loi de santé obsolète, des hôpitaux dépassés par l'âge dont certains datent des années 1940, des structures de santé de proximité désertées et par les consultants et par le personnel médical, dysfonctionnement en matière de distribution de médicaments et de prise en charge des maladies lourdes... Et d'ajouter : «Nous passons notre temps à faire des constats en matière de dysfonctionnements au lieu d'aller vers des solutions plus radicales.»

En témoigne, cite-t-il, le dysfonctionnement en matière de



Mohamed Bekkat dresse un tableau noir de la santé publique.

traitement de cancer sur lequel l'on spéculait depuis plusieurs mois avec aucune solution au bout.

L'intervenant a indiqué que pendant les deux dernières

années, l'Algérie a consacré 5,8% de son PIB pour couvrir les dépenses de santé publique. Un chiffre qu'il juge insuffisant comparé à ce que les autres pays

dépensent, comme la Tunisie qui consacre 6,2% ou la Jordanie avec 9,5%.

Le président de l'Ordre des médecins, qui estime qu'il est temps de faire un arrêt sur image sur la santé publique, propose une restructuration des hôpitaux publics selon des moyens modernes. «Les hôpitaux de Mustapha, Parnet et Maillot ont fait leur temps et doivent être supprimés pour créer des hôpitaux modernes qui prendraient en charge efficacement le malade.»

M. Bekkat est catégorique, «c'est le secteur public qui doit trouver des solutions pour gérer les préoccupations de santé de l'ensemble de la population». En attendant une amélioration, dit-il, le secteur privé profite de la faiblesse de ce secteur pour répondre aux besoins des malades.

S. A.

SERVICE NATIONAL

Plusieurs structures seront réceptionnées avant la fin juillet

Après l'ouverture d'un bureau du service national ce lundi, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, la Direction du service national procédera avant la fin du mois de juillet à l'ouverture de deux autres BSN dans les wilayas de Jijel et Tipasa.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est dans le cadre de l'exposition «Mémoires et réalisations», qu'organise l'Armée nationale populaire (ANP) du 7 au 19 juillet au Palais des expositions des Pins-Maritimes (Safex), que la direction du service national a tenu, hier, sa journée spéciale.

Le lieutenant-colonel Belkacem Abdelhakim, sous-directeur du service national, mobilisé dès les premières heures de la matinée pour répondre aux sollicitations des visiteurs, dira à l'occasion : «Tout au long de l'exposition en cours, chaque direction de l'Armée nationale populaire aura sa journée spécifique, la nôtre se déroule aujourd'hui et nous sommes là pour fournir le maximum d'informations et orienter la population pour ce qui est du service national.»

Selon le lieutenant-colonel Belkacem Abdelhakim, dans le cadre du plan de restructuration du service national lancé à partir de 2006, le général major Benbicha Mohamed-Salah, directeur du service national, a procédé ce lundi à l'ouverture d'un bureau dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, en présence du wali et des autorités civiles et militaires. Le BSN a été opérationnel le jour même, recevant ainsi ses premiers visiteurs. Le lieutenant-colonel Belkacem Abdelhakim fera également savoir que deux autres bureaux du service national seront prochainement inaugurés. Le premier dans la wilaya de Jijel au cours de la deuxième quinzaine du mois de juillet et le second dans la wilaya de Tipasa dans les prochains jours.

Pour rappel, afin de se rapprocher davantage des citoyens et leur faire éviter de longs déplacements pour la régularisation de leur situation vis-à-vis du service national, la Direction du service national a réalisé depuis 2009 pas moins de 25 bureaux du service national dans différentes wilayas du pays.

Dans beaucoup de régions du pays, des citoyens en âge de passer le service national faisaient de longs trajets, parfois des centaines de kilomètres pour se rapprocher des structures de la Direction du service national qui, aujourd'hui, ambitionne de s'installer au niveau des 48 wilayas du pays d'ici 2014.

M. M.

LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ MATERNELLE

Une priorité, selon Ould-Abbès

Réduire la mortalité maternelle est l'un des principaux objectifs du secteur, a déclaré hier Djamel Ould-Abbès ministre de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière qui annoncera que l'objectif est d'arriver aux normes internationales à l'horizon 2014.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé a évoqué hier l'urgence de réduire la mortalité maternelle, annonçant un nouveau programme pour le secteur. Il concernera notamment un plan de formation pour le renforcement des équipes de gynécologues, notamment dans les régions isolées du pays qui accusent un manque en médecins spécialistes. Le ministre évoquera aussi que le secteur arrivera à 48 centres mères-enfants à l'horizon 2013. La formation concernera aussi le corps des sages-femmes dans des instituts supérieurs. «La réduction de la mortalité est notre cheval de bataille. Nous prévoyons donc d'arriver en 2014 aux normes

internationales», a déclaré Djamel Ould-Abbès notant que le taux d'accouchements en milieu assisté médicalement est passé de 30% en 1962 à 98,6% en 2012.

Pour ce qui est de la mortalité maternelle, l'Algérie se situe à un niveau intermédiaire avec un taux estimé en 2011 à 73,9 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes contre 117,4/100 000 en 1999 et 500/100 000 en 1962, a souligné le ministre. Il notera dans ce cadre que l'année 2010 a été marquée par la mise en place d'un système de collecte des décès maternels et l'année 2011 par le lancement de la campagne d'accélération de la mortalité maternelle (Carmma) dans le cadre de l'initiative africaine. Ceci, alors que le secteur de la santé annonce 1 million de naissances, en 2013. Le ministre a annoncé, hier, lors de la célébration de la Journée internationale de la population que les priorités du secteur concernent aussi la qualité des soins et la santé des jeunes et des adolescents. A ce propos, le ministre précisera que son secteur «a fait

d'énormes progrès au cours des cinquante dernières années mais que beaucoup de défis devaient être relevés». Concernant le taux de vaccination, il est passé, selon le ministre de 10 à 15% à l'indépendance à plus de 90% en 2012. Concernant la population algérienne, le ministre rappellera qu'elle a triplé en cinquante ans pour atteindre 37,489 millions d'Algériens. Par ailleurs, le thème, cette année, pour la Journée mondiale de la population concerne l'accès universel aux soins de santé de la reproduction. Il est complété notera le ministre, eu égard à la conjonction du 50^e anniversaire de l'indépendance, par le slogan «de réels progrès accomplis... il faut faire davantage...». Concernant les infrastructures du secteur, le nombre d'hôpitaux est passé de 70 structures en 1962 à 1009 en 2012. Pour les structures de base, leur nombre est passé de 1359 à 7305 unités alors que près de 700 infrastructures nouvelles sont en voie de réalisation, précisera le ministre.

F.-Z. B.

JUMELAGE ENTRE L'ADE ET LA SOCIÉTÉ WALLONNE DES EAUX

Objectif : une qualité de l'eau irréprochable

Le projet de jumelage entre l'Algérienne des eaux (ADE) et la Société wallonne des eaux (SWDE) a pris fin après 18 mois de mise en œuvre d'un programme visant en priorité l'amélioration de la qualité de l'eau. Il appartient maintenant à l'ADE de mettre en application le processus devant garantir une eau aux standards européens.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au terme de 18 mois d'exécution, le projet de jumelage entrant dans le cadre du programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association (P3A) a pris fin.

Les résultats ont été présentés hier par les deux parties. Obligation de résultats oblige, le programme devait aboutir au renforcement de l'autosurveillance de la qualité au sein de l'ADE, l'amélioration de la gestion des non-conformités, la mise en place d'un processus d'amélioration conti-

nu de la qualité de l'eau et la mise en œuvre d'un dispositif de communication sur la qualité de l'eau.

La partie belge a eu pour tant à intervenir sur des problématiques qui n'étaient pas initialement incluses dans le programme. Il s'agit, notamment, de la résolution du problème de goût et d'odeur ou de micro-algues dans certains barrages. Le représentant de la Société wallonne des eaux avertit cependant : tous les problèmes liés à la qualité de l'eau ne sont pas définitive-

ment réglés. Il appartiendra à l'ADE de maintenir les standards et de s'inscrire dans une démarche de certification. La voie a été montrée grâce au jumelage. Durant 18 mois, des activités ont été menées aussi bien à l'échelle nationale que régionale et auront concerné tous les aspects liés à la qualité de l'eau. Plus de 300 personnes et techniciens chargés de la qualité de l'eau ont été formés. Des procédures de

fonctionnement des installations de contrôle et des laboratoires ont été améliorées et des voies pour la communication avec les usagers et les institutions publiques ont été ouvertes. Se félicitant de ce partenariat rendu possible grâce au programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association, les parties algérienne et wallonne n'excluent pas de renouveler l'expérience.

N. I.

29 MILLIONS D'EUROS À POURVOIR
Lancement du second programme P3A

La délégation de l'Union européenne a reçu une quinzaine de dossiers de demande de partenariat dans le cadre du second programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association. Plusieurs secteurs d'activité sont demandeurs de financement. Une enveloppe de 29 millions d'euros a été allouée à ce programme, selon le responsable de la coopération auprès de la délégation de l'UE à Alger, Paulo Martins.

N. I.